

Consommation et investissement des ménages

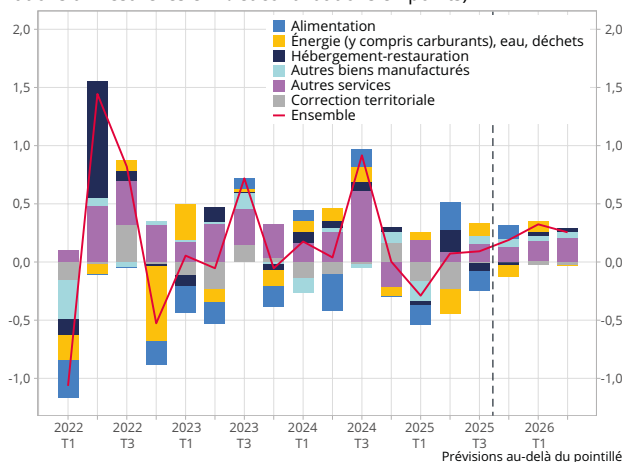
Au troisième trimestre 2025, la consommation des ménages a continué de patiner (+0,1 % après +0,1 % ; ► [figure 1a](#)) et le pouvoir d'achat s'est replié de 0,3 %, pénalisé par la forte hausse des impôts (► [éclairage](#) sur la dynamique de l'impôt sur le revenu). Le taux d'épargne des ménages a donc amorcé sa décrue : il s'est établi à 18,4 % au troisième trimestre, après un sommet à 18,7 % au deuxième trimestre (► [figure 1b](#)).

L'absence de dynamisme de la consommation masque des mouvements différenciés. Les achats de biens alimentaires se sont contractés (-1,0 %), aussi bien le tabac (à hauteur de -0,3 point) que ceux hors tabac (-0,8 %, soit une contribution de -0,7 point). Les dépenses en véhicules ont rebondi (+0,9 % après -0,1 %) tout en restant en dessous du niveau trimestriel moyen de 2024 (-2,3 %), ainsi que celles en énergie du logement (+4,0 % après -4,5 %) après un deuxième trimestre plus doux qu'à l'accoutumée. Si la consommation en biens d'équipement a crû (+1,5 %), celles en produits raffinés et en textile ont diminué (-2,1 % et -1,1 %). Dans les services, les dépenses ont nettement freiné (+0,1 % après +0,5 %), en raison notamment du repli de la consommation en hébergement-restauration (-0,8 % après +2,2 %) et en services de transport (-0,5 % après +1,4 %). À l'inverse, la consommation en services d'information et de communication a rebondi (+0,7 % après -0,2 %).

Pour le quatrième trimestre 2025, les signaux conjoncturels suggèrent que la consommation des ménages accélérerait un peu (+0,2 %). Le climat des affaires s'est notamment redressé depuis deux mois dans le commerce de détail après le trou d'air de cet été et la consommation de biens a solidement progressé en septembre et en octobre. Sur l'ensemble du quatrième trimestre, la consommation de biens repartirait (+0,2 %). Les achats alimentaires se redresseraient (+0,7 %), par contrecoup de la baisse observée à l'automne. De même, les achats de véhicules poursuivraient leur croissance (+1,0 %), stimulés notamment par le dispositif de leasing social. À l'inverse, la consommation en produits raffinés poursuivrait sa décrue (-0,2 %) : elle ne serait plus stimulée par la baisse des prix du pétrole et retrouverait sa baisse tendancielle des dernières années (► [éclairage](#) sur la consommation de produits raffinés). Les dépenses en gaz et électricité repartiraient également à la baisse (-2,0 %), sous l'effet d'un mois de décembre plus doux que la normale. Dans les services, la consommation accélérerait un peu (+0,2 %) : la consommation en services de transport retrouverait de l'allant (+0,6 %), à l'inverse, celle en hébergement restauration poursuivrait sa baisse (-0,2 %), et la consommation en services d'information-communication se replierait avec le rebond des prix (-0,5 %).

► 1. Consommation trimestrielle passée et prévue (g.) et taux d'épargne des ménages (d.)

(variations trimestrielles en % et contributions en points)



Note : la correction territoriale désigne les achats faits par les résidents français à l'étranger (comptabilisés également en importations) nets des achats des non résidents réalisés en France (comptabilisés en exportations). Les autres contributions de la consommation des ménages (alimentation, énergie, etc.) portent exclusivement sur la consommation effectuée sur le territoire.

Lecture : au troisième trimestre 2025, la consommation des ménages a augmenté de 0,1 % par rapport au trimestre précédent. La consommation d'énergie (chauffage et carburants) a contribué à hauteur de +0,1 point à l'évolution de la consommation.

Source : Insee.

(en % du revenu disponible brut des ménages)



Note : les lignes rouges correspondent aux valeurs moyennes pour les années 2024, 2025 et début 2026.

Lecture : le taux d'épargne des ménages s'est élevé, au troisième trimestre 2025, à 18,4 % de leur revenu disponible brut.

Source : Insee.

Conjoncture française

Sur l'ensemble de l'année 2025, la consommation des ménages ralentirait fortement par rapport à l'année précédente (+0,3 % après +1,0 % en 2024) dans le sillage de leur pouvoir d'achat (+0,5 % après +2,5 % ; ► **figure 3**). Ainsi, une partie importante des gains de pouvoir d'achat de 2024 ne serait toujours pas dépensée, et le taux d'épargne resterait donc élevé en moyenne annuelle en 2025, comme en 2024 (18,3 % en 2025, après 18,2 % en 2024).

Au premier semestre 2026, la consommation augmenterait modérément, +0,3 % par trimestre ; ► **figure 2**). Les achats alimentaires se stabiliseraient et la consommation en produits raffinés poursuivrait une baisse tendancielle sous l'hypothèse d'une stabilisation des prix du pétrole. La consommation en matériels de transport ralentirait un peu (+0,5 % par trimestre) à mesure que les effets du leasing social s'atténueraient, et les biens industriels hors matériels de transport poursuivraient une hausse timide (+0,2 % par trimestre), reflet de l'amélioration des transactions immobilières qui stimule les achats d'équipement. La consommation de gaz et d'électricité rebondirait au premier trimestre 2026 (+2,0 %) puis se stabiliserait au printemps, sous l'hypothèse de températures proches des moyennes saisonnières. Ainsi, la consommation de biens accélérerait puis marquerait le pas (+0,3 % au premier trimestre, puis +0,1 % au deuxième). Dans les services, la consommation retrouverait le dynamisme de début 2025, +0,4 % par trimestre.

► 2. Consommation trimestrielle des ménages passée et prévue

(variations trimestrielles et annuelles, en %, données CVS-CJO)

Produits	Part dans la consommation ⁽¹⁾	2024				2025				2026		2024	2025	2026 acquis
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Ensemble des biens	43 %	0,1	-0,4	0,6	0,0	-0,6	0,1	0,0	0,2	0,3	0,1	-0,3	-0,3	0,6
Biens alimentaires	16 %	0,6	-2,0	0,9	0,0	-1,1	1,5	-1,0	0,7	0,0	0,0	-1,3	-0,3	0,4
Produits agricoles	2 %	0,6	-1,6	0,3	0,0	1,1	0,3	-0,6	1,0	0,0	0,0	-0,6	1,0	0,5
Produits agro-alimentaires	14 %	0,6	-2,0	1,0	0,0	-1,4	1,7	-1,1	0,7	0,0	0,0	-1,4	-0,5	0,4
Cokéfaction et raffinage	4 %	2,0	-0,1	1,5	-0,8	0,9	0,6	-2,1	-0,2	-0,2	-0,2	1,4	0,4	-1,4
Autres biens manufacturés	23 %	-0,7	0,2	-0,2	0,6	-0,9	0,0	0,4	0,4	0,3	0,3	-0,2	-0,3	1,0
Biens d'équipement	3 %	-0,1	1,1	-0,5	1,9	-0,2	0,0	1,5	-0,3	0,5	0,5	1,3	1,9	1,4
Matériels de transport	5 %	-2,7	0,6	-1,9	2,2	-3,9	-0,1	0,9	1,0	0,5	0,5	-0,6	-2,5	2,1
Autres produits industriels	11 %	0,1	-0,2	0,7	-0,5	0,3	0,1	-0,2	0,3	0,1	0,1	-0,3	0,3	0,3
Énergie, eau, déchets	5 %	0,5	2,6	1,6	-1,0	0,5	-4,5	4,0	-2,0	2,0	0,0	1,1	-0,8	1,3
Ensemble des services	58 %	0,4	0,5	1,2	-0,3	0,3	0,5	0,1	0,2	0,4	0,4	2,2	1,2	1,0
Construction	2 %	-0,1	-0,3	-0,5	-0,6	-0,3	-0,4	0,3	0,1	0,1	0,1	-0,5	-1,2	0,3
Commerce (2)	0 %	-2,5	0,4	-0,7	-1,4	0,4	-0,4	-0,9	-0,5	-0,3	-0,3	-3,4	-1,8	-1,5
Services marchands hors commerce	51 %	0,6	0,5	1,4	-0,3	0,2	0,6	0,1	0,2	0,3	0,4	2,4	1,4	1,0
Transport	3 %	1,4	0,3	0,6	-0,1	0,3	1,4	-0,5	0,6	0,3	0,3	3,7	1,5	1,0
Hébergement-restauration	9 %	1,0	0,6	0,9	0,5	-0,5	2,2	-0,8	-0,2	0,4	0,4	2,1	1,6	0,7
Information-communication	4 %	1,4	0,1	1,0	2,1	-0,5	-0,2	0,7	-0,5	0,0	0,3	3,5	1,6	0,1
Services financiers	8 %	-0,1	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	1,0	1,6	1,4
Services immobiliers	20 %	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,2	0,4	0,3	0,4	1,5	1,4	1,1
Services aux entreprises	3 %	-0,1	-0,5	1,6	-0,2	1,8	-1,9	2,0	-0,2	0,4	0,4	2,5	1,8	1,0
Services aux ménages	4 %	2,1	2,1	9,6	-7,4	0,0	0,6	-0,1	0,4	0,4	0,4	7,7	-0,3	1,1
Services non marchands	5 %	-1,0	1,5	0,2	-0,3	0,6	-0,4	0,2	0,0	0,8	0,8	2,0	0,7	1,4
Consommation totale sur le territoire	101 %	0,3	0,1	0,9	-0,2	-0,1	0,3	0,1	0,2	0,3	0,3	1,1	0,6	0,8
Correction territoriale	-1 %	14,7	9,4	1,3	-13,8	16,7	20,3	0,3	0,0	1,9	1,8	14,4	23,7	8,0
Importations de services touristiques		-0,3	-1,1	2,2	3,3	1,0	-0,8	0,1	0,0	0,0	0,0	4,4	3,7	-0,2
Exportations de services touristiques		2,7	1,2	2,0	-0,8	4,3	4,1	0,1	0,0	0,5	0,5	6,5	8,3	1,9
Consommation totale des résidents	100 %	0,2	0,0	0,9	0,0	-0,3	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	1,0	0,3	0,7

■ Prévisions.

(1) Poids dans la dépense de consommation finale des ménages en euros courants en 2024.

(2) Ce poste correspond aux achats en réparation d'automobiles et de motocycles.

Lecture : au troisième trimestre 2025, la consommation des ménages en biens alimentaires a diminué de 1,0 % par rapport au trimestre précédent.

Source : Insee.

À l'issue du premier semestre 2026, la consommation retrouverait ainsi quelques couleurs : son acquis à mi-année s'élèverait à +0,7 %. Ce serait davantage que l'acquis de pouvoir d'achat, qui s'élèverait quant à lui à +0,4 % : d'une part, une partie de l'atténuation du pouvoir d'achat proviendrait de la baisse des revenus de la propriété qui sont davantage épargnés (► **éclairage** sur le taux d'épargne dans la zone euro de la *Note de conjoncture* de décembre 2024) ; d'autre part, les ménages lissent sur leur consommation les fluctuations de leur revenu, en particulier celles liées à l'impôt. Le taux d'épargne se situerait mi-2026 à 18,0 %, toujours plus de 3 points au-dessus de celui d'avant la pandémie, mais 0,7 point en dessous de son sommet du printemps 2025.

► 3. Consommation, pouvoir d'achat, taux d'épargne et investissement des ménages

(en variations trimestrielles et annuelles, en %, données CVS-CJO)

	2024				2025				2026		2024*	2025*	2026* acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Consommation : <i>variations trimestrielles</i>	0,2	0,0	0,9	0,0	-0,3	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	1,0	0,3	0,7
Pouvoir d'achat : <i>variations trimestrielles</i>	0,7	0,7	0,9	0,1	-0,1	0,3	-0,3	-0,5	0,8	0,0	2,5	0,5	0,4
Taux d'épargne : <i>en % du revenu disponible brut</i>	17,8	18,3	18,3	18,4	18,5	18,7	18,4	17,8	18,2	18,0	18,2	18,3	18,1
Investissement : <i>variations trimestrielles</i>	-2,3	-1,1	-0,4	0,9	0,1	-0,2	-0,1	1,0	0,6	0,6	-5,6	0,4	1,7

■ Prévisions.

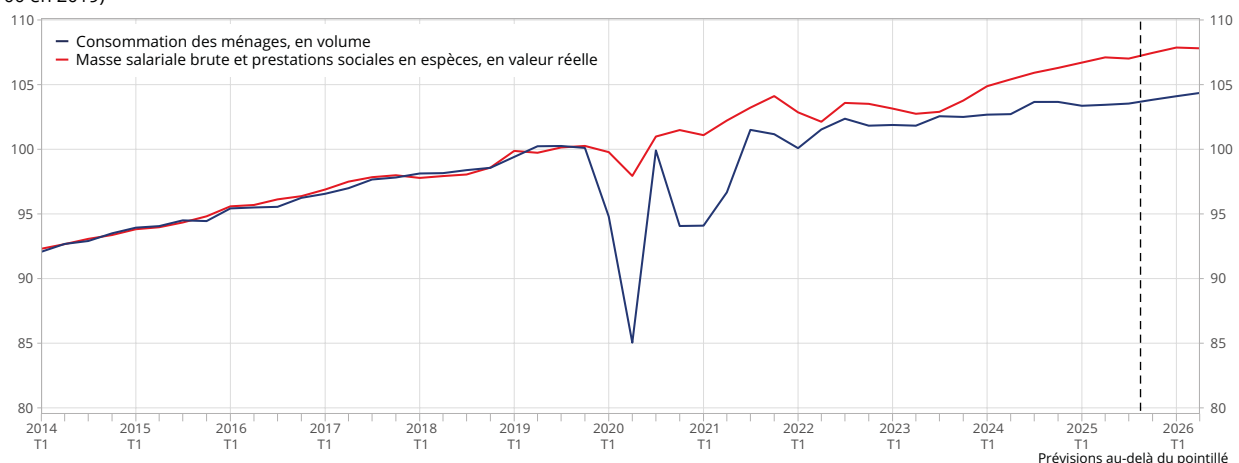
* variations annuelles pour les trois dernières colonnes (sauf moyenne annuelle pour le taux d'épargne).

Lecture : au deuxième trimestre 2025, l'épargne des ménages s'élevait à 18,7 % de leur revenu disponible brut.

Source : Insee.

► 4. Consommation des ménages en volume et masse salariale et prestations sociales en valeur réelle

(base 100 en 2019)



Note : la masse salariale brute et les prestations sociales sont déflatées par l'indice des prix à la consommation (IPC).

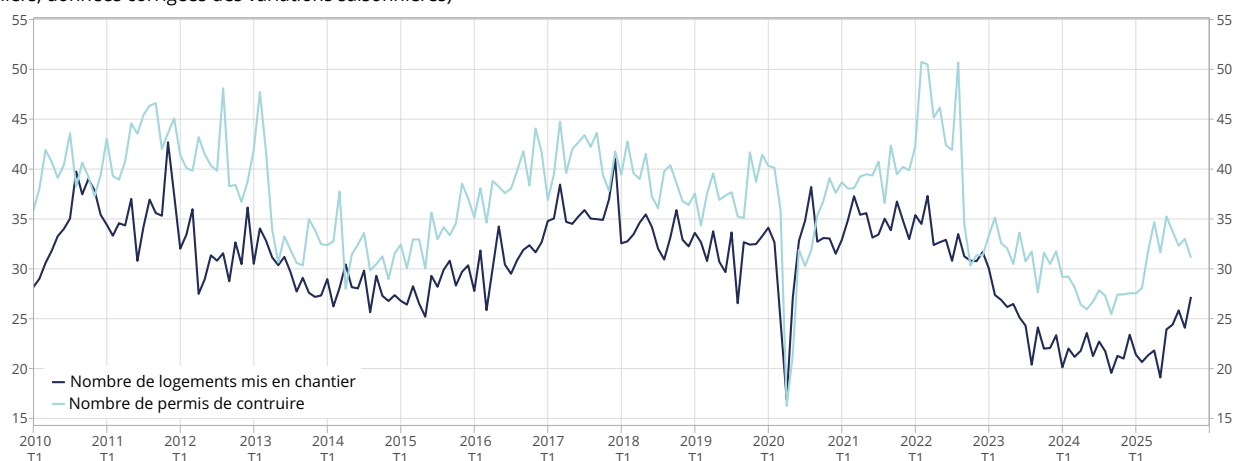
Lecture : au troisième trimestre 2025, la consommation des ménages en volume était 4 points au-dessus de son niveau de 2019. La somme de la masse salariale et des prestations sociales en espèces, en valeur réelle, était 7 points au-dessus de son niveau de 2019.

Source : Insee.

L'investissement des ménages a été quasi stable au troisième trimestre 2025 (-0,1 % après -0,2 %), mais celui en construction a progressé pour la première fois depuis 2021 (+0,4 %). L'investissement des ménages en services, qui reflète les transactions immobilières dans l'ancien (frais d'agence et de notaire) s'est replié (-1,8 % après +0,8 %), temporairement pénalisé par le relèvement des droits de mutation. À l'horizon de prévision, l'investissement des ménages en construction garderait la cadence (+1,0 % fin 2025, puis +0,6 % par trimestre au premier semestre 2026) : ce dynamisme serait essentiellement porté par le logement neuf. En effet, les soldes d'opinion des entrepreneurs du bâtiment dans le logement neuf se sont redressés (► [figure 6](#)) et la forte hausse des permis de construire et des mises en chantier de logements depuis le début de l'année 2025 (► [figure 5](#)) se diffuserait progressivement dans l'activité fin 2025 et début 2026. En revanche, le moral des entrepreneurs de l'entretien-amélioration reste morose : ce segment ne serait pas dynamique, dans un contexte d'incertitudes budgétaires. Quant à l'investissement des ménages en services, il repartirait de l'avant (+1,0 % au quatrième trimestre 2025) comme le suggère la bonne orientation des ventes de logements anciens jusqu'en octobre. Il perdrait en dynamisme par la suite (+0,5 % par trimestre au premier semestre 2026) : en effet, si la baisse des taux d'emprunt a permis au marché immobilier ancien de se dégripper en 2025, ce carburant s'émousserait avec la pause de l'assouplissement monétaire dans la zone euro. Au total, l'investissement des ménages progresserait de +1,0 % fin 2025, puis ralentirait un peu au premier semestre 2026, à un rythme de +0,5 % par trimestre. Son acquis de croissance à mi-année 2026 serait toutefois nettement positif (+1,7 %). ●

► 5. Nombre de logements mis en chantier et de permis de construire

(en milliers, données corrigées des variations saisonnières)



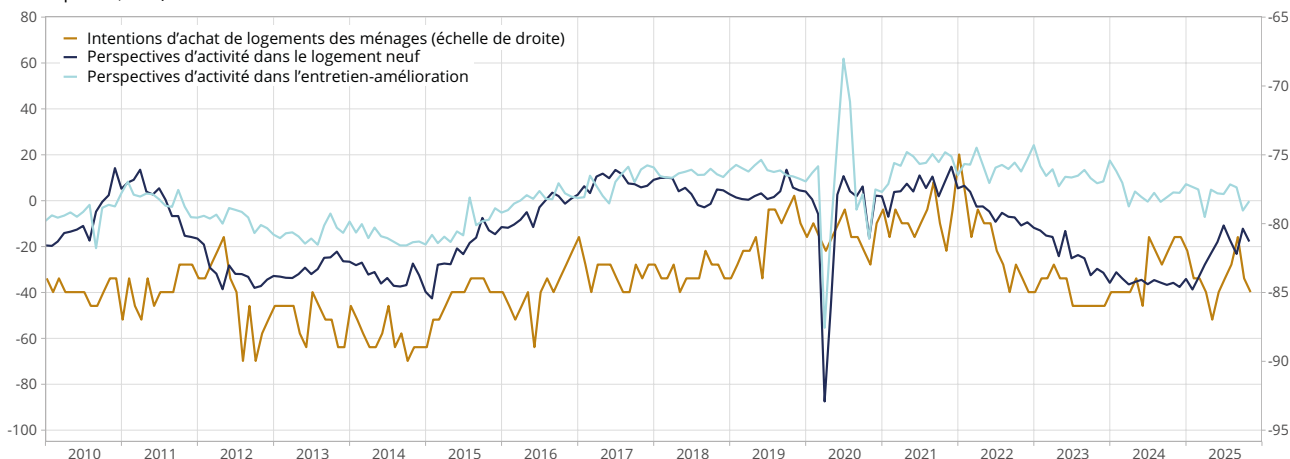
Dernier point : octobre 2025.

Lecture : en octobre 2025, le nombre de permis de construire délivrés était de 31,1 milliers.

Source : SDES.

► 6. Soldes d'opinion sur les perspectives d'activité à trois mois dans la construction (entreprises) et sur les intentions d'achat de logement (ménages)

(soldes d'opinion, CVS)



Dernier point : novembre 2025.

Lecture : en novembre 2025, le solde d'opinion sur les perspectives d'activité à trois mois dans la construction de logements neufs s'élève à -18.

Source : enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie du bâtiment et enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages, Insee.